

NOTE DE LECTURE
DE L'OUVRAGE THE ROAD TO HELL

Les nouveaux Tartuffe

Rony Brauman

1997

Note de lecture du livre *The Road to Hell*, Michael Maren, juillet 1997.

Le *Centre de réflexion sur l'action et les savoirs humanitaires* (CRASH) a été créé par Médecins sans frontières en 1999. Sa vocation : stimuler la réflexion critique sur les pratiques de l'association afin d'en améliorer l'action.

Le Crash réalise des études et analyses portant sur l'action de MSF dans son environnement immédiat. Elaborées à partir des cadres et de l'expérience de l'association, ces textes ne représentent pas la « ligne du parti » MSF, pas plus qu'ils ne cherchent à défendre une conception du « vrai humanitaire ». Leur ambition est au contraire de contribuer au débat sur les enjeux, contraintes, limites – et par conséquent dilemmes – de l'action humanitaire. Les critiques, remarques et suggestions sont plus que bienvenues, elles sont attendues.

The *Centre de reflexion sur l'action et les savoirs humanitaires* (CRASH) was created by Médecins Sans Frontières in 1999. Its objective is to encourage debate and critical reflexion on the humanitarian practices of the association.

The Crash carries out in-depth studies and analyses of MSF's activities. This work is based on the framework and experience of the association. In no way, however, do these texts lay down the 'MSF party line', nor do they seek to defend the idea of 'true humanitarianism'. On the contrary, the objective is to contribute to debate on the challenges, constraints and limits –as well as the subsequent dilemmas- of humanitarian action. Any criticisms, remarks or suggestions are most welcome.

Note de lecture de l'ouvrage *The Road to Hell* Les nouveaux Tartuffe

Rony Brauman

L'aide au développement avait connu sa période de gloire dans les années 70, avant de devenir l'objet d'attaques de fond au cours des années 80. L'échec des politiques publiques de coopération, plus de vingt ans après les indépendances, la crise de la dette, les formidables gaspillages que chacun connaissait, avaient tué l'espoir d'un Nouvel Ordre Économique International. Dans ce paysage de ruines, l'aide humanitaire prenait son essor : plus visible, apparemment plus proche des réalités, elle semblait échapper aux critiques adressées à l'aide au développement. Son triomphe fut officialisé lorsque le Président Bush proclama l'avènement du "Nouvel Ordre Humanitaire International," au lendemain de la guerre du Golfe et de la grande intervention militaro-humanitaire déployée à la frontière turco-irakienne en faveur des réfugiés kurdes. Après un nombre déjà conséquent de publications mettant en doute l'avènement de ce nouvel âge d'or, voici un ouvrage¹ - un pamphlet ? - qui met en pièces la notion même d'aide internationale, qu'elle soit à but humanitaire, ou consacrée au développement. L'auteur de "The Road To Hell" est lui-même un vieux routier du *Charity Business*, qu'il a pratiqué pendant plus de quinze ans, essentiellement au Kenya et en Somalie, avant de devenir journaliste.

Dès sa première expérience de volontaire du *Peace Corps* comme enseignant dans un village reculé du Kenya, l'auteur voit ses illusions d'idéaliste s'évaporer peu à peu. Il ne lui faut pas beaucoup de temps pour s'apercevoir que la présence d'un professeur blanc avait été l'objet d'une lutte avec un autre village, non pas dans le but d'assurer une meilleure éducation, explique-t-il, mais pour créer un effet d'aspiration de donations à l'école concernée. Dès son arrivée, de l'argent fut collecté auprès du gouvernement et des bailleurs de fonds dans le but affiché d'agrandir l'école et de la moderniser. Mais le ciment et les matériaux de construction finirent dans les maisons et les boutiques de la poignée de notables qui avaient arrangé sa venue en l'"achetant" au Ministre de l'Éducation.

Michael Maren, qui abandonne vite l'ambition d'aider pour commencer à observer, ne tarde pas à relier entre elles l'aspiration à civiliser et la volonté de dominer. Le ton du livre est donné dès le premier chapitre : l'aide est un *business* dont les profits vont à tous ceux qui n'en ont guère besoin - ONG, notables locaux, fonctionnaires internationaux - et dont les ambitions sont rien moins qu'ambiguës. Aider pour dominer, dominer pour aider... Mais le constat et l'analyse vont plus, et même très loin. D'une plume alerte trempée dans le vitriol, l'auteur accumule sous nos yeux grandes histoires et petites anecdotes destinées à démontrer que le but essentiel de l'aide est l'entretien des grandes machineries que sont les organismes privés et publics de coopération administrés par des bureaucrates incompétents. Quant aux résultats, à l'exception de rares sauvetages vitaux, il se présentent sous la forme de ruine des marchés locaux et d'installation d'une dépendance croissante. L'aide appelle l'aide, et entraîne la dépression. Devant elle, l'horizon radieux de la solidarité et du développement, derrière elle, les décombres d'économies dévastées. Le thème de fond n'est rien d'autre, on le voit, qu'une reprise des grands classiques des contempteurs de la philanthropie tentaculaire. De Peter Bauer à Octavio Paz en passant, dans un registre plus contestataire, par Serge Latouche et Gilbert Rist², le terrain a déjà été

¹ The road to hell, the ravaging effects of foreign aid and international charity, Michael Maren, The Free Press, New York, 1997.

² Entre autres, parmi les innombrables publications sur la question :

largement labouré. Mais dans un contexte où le discours humanitaire tient une telle place, où il est accommodé à de telles tambouilles diplomatique et atteint parfois des formes si caricaturales, la rage de cette attaque tous azimuts est compréhensible, même si elle est outrancière.

L'aide entre arrogance et cynisme

Car Michael Maren ne manque pas de matière pour construire sa thèse. Sa longue expérience de terrain au sein de diverses institutions privées ou parapubliques lui permet de livrer des charges au canon et de frapper souvent juste. La publicité et la communication des organismes humanitaires est si fréquemment primaire et démagogique que l'on a du mal à ne pas ricaner avec lui devant tant de bonne conscience satisfaite et arrogante. On se souvient peut-être de cette campagne d'affiches apposées dans le métro par une organisation française agissant en ex-Yougoslavie. On pouvait y voir son propre reflet dans la partie miroir, et lire au bas de ce carré réfléchissant : " Qu'a fait cette personne pour la Bosnie ? Rien. " La personne en question, qui voyait son image lui revenir comme une injonction culpabilisante, pouvait se demander à son tour ce que le signataire de l'affiche avait fait pour la Bosnie. Contrairement à ce que suggère fortement ce message publicitaire, la réponse est : rien. Dans le meilleur des cas, l'ONG a aidé des Bosniaques en participant à la grande parodie humanitaire que la France organisait en ex-Yougoslavie. Mais le dépeçage de la Bosnie, avec les conséquences humaines que l'on sait, n'était en rien entravé par l'aide humanitaire. On peut parfaitement soutenir, au contraire, que celle-ci poursuivait, sous une forme " light ", le processus de purification ethnique.

Cette forme publicitaire de l'arrogance humanitaire n'est qu'un aspect visible dans nos rues, du sentiment de toute-puissance que donne la conviction d'œuvrer pour le bien. Michael Maren nous conte comment lui, le professeur d'anglais, fut intronisé maître d'œuvre d'un ambitieux programme de développement financé par le gouvernement des États-Unis avec les surplus agricoles américains. Totalement ignorant de la chose agricole mais désireux par dessus tout de passer quelque temps dans ce magnifique pays qu'est le Kenya, il s'est fait embaucher par une organisation américaine œuvrant pour le développement de l'Afrique. Son rôle consiste à parcourir le pays pour visiter les différents villages où l'organisation apporte de la nourriture en guise de financement d'infrastructures agricoles : en échange de sacs de grain, la " communauté villageoise " s'attaque au creusement de puits et de canaux, entretient les chemins et les pistes. Les vivres en question proviennent des excédents agricoles américains, opportunément recyclés pour le bien-être conjoint des agriculteurs américains et des paysans kenyans. Si les intérêts des producteurs du Middle West sont effectivement bien défendus, Maren montre comment ceux des villageois africains destinataires de la " générosité " américaine sont méthodiquement ignorés. Les effets économiques n'ont rien à voir avec les prévisions du projet, mais il suffit de postuler ces bienfaits pour qu'ils existent sur le papier, apportant une justification humanitaire providentielle à une politique de subvention et d'écoulement de stocks qui ne veut pas dire son nom.

Maren omet pourtant de signaler que nombre d'associations d'entraide critiquent depuis plus de vingt ans ce genre de pratique, pour avoir observé sur le terrain la même chose que lui : effondrement des cours, installation d'une économie de prédation et d'assistance, abandon des stocks de sécurité. Le propos n'aurait rien perdu de sa vigueur, mais sans doute un peu de son parfum de scandale, s'il avait mentionné l'action déterminée et tenace de ces groupes qui ne

L'Occident et le tiers monde, Carlos Rangel, Robert Laffont, Coll. Libertés 2000, Paris, 1982 ; Mirage égalitaire et tiers monde, Peter Bauer, PUF, Coll. libre échange, Paris, 1984 ; Le tiers mondisme en question, Rony Brauman (dir.), Éd. O. Orban, Paris, 1986 ; Faut-il refuser le développement ?, Serge Latouche, La Découverte, Paris, 1986 ; Les apprentis sorciers du développement, Serge Michailof, Economica, Paris, 1988 ; Le développement, histoire d'une croyance occidentale, Gilbert Rist, Presses de Sciences Po, Paris, 1997.

renoncent pas à la solidarité, tout en cherchant à en prévenir les effets pervers. Néanmoins, ce que l'auteur met en évidence avec un réel à-propos, c'est l'opportunisme des organismes qui, tout en connaissant les dommages causés aux économies locales par de telles politiques d'assistance, acceptent d'en être les agents exécutifs. Il décrit avec justesse le fonctionnement bureaucratique d'institutions qui n'ont de privé que le nom, et de désintéressement que le propos général. Combien d'entre eux, en effet, s'effondreraient sur le champ sans les subsides de leurs gouvernements dont ils se font les sous-traitants à bas prix ? Combien d'entre eux seraient prêts à renoncer à cette rente qui leur assure à la fois une façade de vertu et des caisses bien remplies ?

Affreux, sales et méchants

Mais les institutions, ce sont d'abord des hommes, dont l'auteur ne se prive pas de railler la naïveté - voire l'esprit borné - et l'incompétence. La sienne propre, d'abord, à titre d'exemple particulièrement bien senti, comme celle de ses divers collègues, qui oscillent entre l'angélisme stupide, le désenchantement cynique et la routine administrative. Le portait-robot de nos missionnaires des temps modernes, dessiné par Maren, rompt avec l'imagerie pieuse du bénévole enthousiaste et pragmatique se dévouant au ras des souffrances humaines et des terribles réalités sociales. On ne se plaindra pas qu'un coup de patte écorne cette icône, la sainteté étant un programme trop lourd pour le commun des mortels. Reste que, dans son ardeur polémique, l'auteur passe à côté d'une réalité humaine tout aussi tangible, pourtant, que celle qu'il décrit avec un talent corrosif. Il s'agit, à l'inverse, du capital d'intelligence, et de chaleur, de sincérité et de doute constructif, que recèlent les organisations humanitaires. J'ai trop de ces visages en tête pour ne pas me braquer devant un tel tableau, où on ne les voit passer que comme des ombres, silhouettes fugitives dans un décor de décombres.

Il est vrai que la Somalie, où Michael Maren a longtemps séjourné et " travaillé " - on hésité à utiliser ce mot en le lisant - est un terrain particulièrement approprié pour qui veut s'en prendre au business et à l'hypocrisie de l'aide. Rappelons-nous qu'en 1977, alors que le pouvoir vacillait à Addis Abeba sous les coups des mouvements de guérilla, la Somalie attaquait l'Éthiopie pour annexer la province de l'Ogaden, son Alsace-Lorraine. Devant le refus du Président Carter de lui fournir des armes, le gouvernement éthiopien se tournait vers Moscou, qui répondit sans hésiter. En 24 heures, l'Éthiopie basculait dans le camp communiste tandis que la Somalie, alliée de l'URSS, se retrouvait dans le giron US, sans rien modifier, d'ailleurs à ses méthodes de gouvernement. C'est le moment où la Somalie entre dans l'économie de l'aide. Les quelques 300.000 réfugiés de l'Ogaden abrités sur le côté somalien de la frontière sont rassemblés dans des camps de fortune où les organisations humanitaires les rejoignent rapidement, sous l'égide du Haut-Commissariat des Nations Unies pour les Réfugiés (le H.C.R.) et de la Commission nationale des réfugiés. Dès le début des années 80, en l'absence de tout recensement digne de ce nom, la Somalie annonce la présence de 1,2 million de réfugiés. Ce chiffre restera pendant dix ans la référence pour le calcul du volume de l'aide : vivres, tentes, médicaments, budget de fonctionnement etc. Outre le recrutement de " volontaires " pour la " libération de la Somalie occidentale ", autrement dit l'Ogaden, les camps deviennent une source de rentrées financières tout à fait confortables. La nourriture est massivement détournée par ceux-là mêmes qui sont chargés de sa protection et de son convoyage, tandis que les commerçants bien en cour font fortune et que se crée, du fait de la présence d'équipes expatriées en nombre et d'une main d'œuvre corvéable à merci, un secteur économique entièrement artificiel.

Tous pourris ?

Ce racket aux réfugiés n'est pourtant qu'un aspect du tableau, car c'est en réalité l'ensemble de l'économie somalienne qui se structure autour de la rente internationale. Les " projets de

développement ” de toutes sortes se multiplient : périmètres irrigués, soins de santé primaire, programme d'autosuffisance alimentaire pour les réfugiés, projets de développement hôtelier pour le tourisme, de formation professionnelle pour les jeunes... Les deux tiers du PIB somalien sont assurés par l'aide au cours de ces années. Michael Maren y décrit les “ Villages Potemkine ” qu'il y a découverts, comme ce projet d'irrigation pour la réinstallation de réfugiés : sur les photos qu'il avait vues dans le dossier, les canaux étaient creusés, les pompes installées et l'eau coulait en abondance. Le désert allait fleurir et devenir un site accueillant pour 2500 familles réfugiées. Mais rien de tout cela n'existait lorsqu'il s'est rendu sur place. Les centaines de milliers de dollars sortis des caisses des Nations unies et de l'USAID (agence américaine pour le développement international) avaient disparu entre les mains des différents intermédiaires sans que personne jugeât utile de tirer la sonnette d'alarme. Car tous avaient intérêt à faire comme si le calendrier du programme, avec ses différentes phases de creusement, de mise en eau, de semis, était le programme lui-même.

Le mensonge organisé, relayé par tous les acteurs, ne reflète assurément pas la réalité de l'ensemble de l'aide en Somalie. Il en est pourtant suffisamment proche pour fournir une explication de fond aux réactions des Somaliens face à l'arrivée massive de l'aide d'urgence au décours de la famine de 1992-93. L'aide, qu'elle réponde à l'urgence ou qu'elle soit consacrée au développement, est avant tout un gâteau à partager ou, si l'on préfère, une ressource naturelle offerte aux mieux placés. Pour les Somaliens, il ne s'agit pas là d'une analyse socio-économique, mais d'une observation d'expérience. Ils savent, pour l'avoir vécu, que les programmes d'assistance sont des fontaines auxquelles s'abreuvent les différents acteurs de l'aide et d'abord eux, si ce n'est aux seuls. L'aide signifie voyages, hôtels, symposiums, véhicules climatisés, devises fortes, le tout enveloppé dans un discours sur la solidarité, l'interdépendance, les besoins essentiels et toutes sortes de vertueuses considérations. L'engrenage infernal de la croissance bureaucratique des institutions débouche sur l'obsession à peine voilée de “ faire du chiffre ”, le comportement économique d'acteurs rationnels en quête de ressources fait le reste. Le vice n'étant jamais aussi exaspérant que lorsqu'il se drape dans la vertu, la rage de l'auteur devant ces tartufferies est bien compréhensible.

Reste que l'outrance dans la caricature ne sert pas le propos, s'il est de faire réfléchir. N'y aurait-il “ que ” ces cent mille Somaliens sauvés de la mort par l'aide humanitaire, comme l'admet Maren, on conviendra que le jeu en vaudrait largement la chandelle. Sinon, si tant de vies peuvent être quasiment passées par profits et pertes de l'argumentation, c'est que rien ne vaut rien, et que tout se vaut. Alors, au nom de quoi instruire un procès contre les nouveaux Tartuffe ?

Les chemins de l'enfer sont assurément pavés de bonnes intentions. Mais le titre du livre est timide, bien en retrait du contenu, puisqu'à sa lecture on se persuaderait que les bonnes intentions mènent nécessairement à l'enfer. Si le propos a plus de vigueur, parce qu'il va à contre-courant, il n'en finit pas moins par être aussi inconsistant que celui des apôtres du tout-humanitaire.